

moins industrialisés à bas niveaux de développement socio-économique, surtout en ce qui a trait à l'alphabétisation et à l'urbanisation: Duvalier et Amin peuvent peut-être constituer des cas d'espèce, Stroessner sûrement. La conception de la participation politique tend alors à être anti-institutionnelle et populiste; il n'en est toutefois pas toujours ainsi, car un dictateur personnaliste tel Stroessner peut n'avoir rien d'un bonapartiste ou d'un démagogue, mais beaucoup d'un paternaliste.

La troisième attitude, révolutionnaire, tend à être fondamentalement exclusive tout en comportant plus ou moins de cooptation. On peut diviser cette approche entre droite et gauche, la grande majorité des gouvernements militaires entrant dans la première catégorie, bien entendu, tandis que certains cas significatifs se retrouvent dans la seconde — le Pérou et le Portugal, évidemment, mais à certaines périodes, également d'autres pays. Torres en Bolivie, à coup sûr, mais aussi Torrijos à Panama se classent en partie dans la première catégorie et en partie dans la seconde (encore que le terme «gauche», tout hérissé d'ambiguïté qu'il est, pour adapter une phrase de Tawney sur le socialisme, soit particulièrement délicat à employer lorsqu'on l'applique aux gouvernements militaires, qui trouvent difficile, voire impossible, d'abandonner leurs attitudes autoritaires).

Ce qui distingue cette approche des deux précédentes, c'est qu'elle ne cherche pas à reconstituer, mais à changer le système selon une idéologie. Ce genre de gouvernement militaire, relativement nouveau, rejette donc la manière opportuniste et personnaliste. Avant la prise du pouvoir par les militaires au Brésil en 1964, les régimes militaires ne se souciaient pas de garder le pouvoir indéfiniment. L'issue — ou même le but — de l'expérience péruvienne n'est pas encore bien claire, mais, sauf qu'une forme vraiment inadéquate de démocratie y a existé, l'étiquette de 'corporatiste' est celle qui, à plus d'un titre, l'a le mieux désignée jusqu'à maintenant.

Participation à la brésilienne

Le Brésil a tenté, sans trop de succès, de préserver une façade démocratique, mais le gouvernement entend fermement associer de façon essentielle et régulière les forces armées au système politique. Dans un discours qu'il a prononcé à la fin de 1974, le Président Geisel a soutenu que le Brésil se dirige vers «une structure réellement démocratique». Mais, comme pour démontrer son propre manque de conviction démocratique, il a poursuivi en promettant qu'il emploierait des mesures autoritaires

pour faire échec aux manœuvres contre la démocratie, de sorte que les militaires détermineraient ce qui est «anti-démocratique». «Il n'y a pas de place dans ce système, a-t-il affirmé, et il ne saurait y en avoir, pour des attitudes irresponsables et purement attentatoires aux règles mêmes de la démocratie.»

On a, pendant bien des années, abusé du terme «fasciste», mais la nature et la force de ce que de nombreux Chiliens appellent la «Gestapo», police secrète du pays à l'heure actuelle, n'est qu'une seule des preuves qu'une grande partie des éléments dominants de l'armée chilienne veut imposer un État fasciste. Le gouvernement actuel au Chili est un exemple extrême d'un régime militaire qui s'arrange pour écarter impitoyablement non seulement les ouvriers, les étudiants et d'autres groupes organisés, mais aussi les partis traditionnels.

Les gouvernements révolutionnaires de droite comptent sur la coercition, certes, mais ils cherchent aussi à séduire de «nouvelles élites» dans les secteurs montants de la classe moyenne qui appuient sans réserve leurs efforts tendant à une seule fin, la croissance économique, et une étroite alliance avec le pouvoir financier dominant de la région. (Helio Jaguaribe, sociologue brésilien, a écrit l'une des meilleures critiques de ce qu'on appelle au Brésil «le modèle canadien».) La politique peut être remise à plus tard, et la paix sociale, renforcée, tandis qu'on laisse au système le soin d'assurer «par contagion» une répartition plus équitable. Avant mars 1964, le Président Goulart paraissant accélérer la mobilisation sociale (ou «communisme», comme de nombreux militaires et leurs sympathisants ont préféré l'appeler), les forces armées sont entrées dans la ronde pour renverser le mouvement. Elles invoquent la «leçon du développement occidental» — «Lorsqu'il y aura suffisamment de capitaux d'accumulés, cela provoquera un relèvement graduel des conditions de vie par l'effet de «filtration»».

Il est actuellement malaisé de déceler l'approche de «restauration» en Amérique latine. Elle se caractérise par une volonté de permettre des partis politiques (à l'exception, éventuellement, du parti au pouvoir au moment d'une intervention armée) et l'élection d'une assemblée constituante ou d'un corps législatif. La deuxième approche, personnaliste, tente soit de créer un parti de masse, soit de reléguer les partis à un rôle négligeable au sein de l'État. L'approche «révolutionnaire» bannit tous les partis ou tente d'imposer sa propre version des partis politiques.